

Ouvrages parus

L'ÉCOLE À L'ÉPREUVE DU PARTENARIAT, ORGANISATION EN RÉSEAU ET FORME SCOLAIRE

François Baluteau, *Academia l'Harmattan*, Louvain-la-Neuve, 2017



L'évolution des services publics, du modèle bureaucratique au modèle managérial, s'est notamment accompagnée d'un considérable développement du travail partenarial. Les tenants et aboutissants de ce type de travail par projet, son évolution au fil des années, ainsi que la façon dont il transforme la professionnalité des acteurs de l'éducation ont rarement été explicités. C'est précisément ce à quoi s'attache cet ouvrage. Après une première partie qui revient sur les conditions sociales et historiques d'émergence des pratiques partenariales au sein de l'Éducation nationale, François Baluteau décrit la « nouvelle forme scolaire » vers laquelle conduisent les partenariats. Enfin, une dernière partie de l'ouvrage étudie l'impact de ces nouvelles pratiques sur les personnels scolaires.

On s'intéressera surtout, ici, au dernier chapitre portant sur le rôle du chef d'établissement. À partir d'observations de terrain et d'entretiens avec des personnels de direction, le chercheur dégage les gestes professionnels clés du chef d'établissement dans sa direction de projet. Il est tout d'abord celui qui tisse des liens avec les partenaires extérieurs. À ce titre, il rend l'établissement visible vers l'extérieur, et l'extérieur visible au sein de l'établissement. Il lui appartiendra dès lors de « traduire » les enjeux d'un univers dans les termes de l'autre et inversement. C'est ainsi qu'il pourra initier les projets, les déléguer, mais également, contrôler leur mise en œuvre et les financer.

Pour autant, l'ouvrage, notamment dans sa conclusion, prend un recul nécessaire sur l'analyse de ces dispositifs. Le développement du travail par projet amène à la coexistence de deux paradigmes scolaires : la forme sérielle et la forme intégrative. La forme scolaire classique (sérielle) procède d'un universalisme abstrait et vertical qui a montré ses limites. Par opposition, le travail par projet développe une conception horizontale de la collaboration. Cela dit, le risque de produire un enseignement au service du projet, davantage qu'à celui de l'élève ne doit pas être sous-estimé.

CULTURE ET INÉGALITÉS À L'ÉCOLE, ESQUISSE D'UN CURRICULUM INVISIBLE

Presses universitaires de Rennes, 2018



Voilà un ouvrage qui ne concerne pas le second degré, mais qui met en lumière une notion essentielle pour comprendre comment se configurent les inégalités scolaires à partir des inégalités sociales. On pourrait se dire qu'on a là une problématique aussi vieille que Bourdieu (quand on songe que *Les Héritiers* date de 1964!). Et pourtant les constats répétés de l'accentuation des inégalités sociales par les inégalités scolaires nous obligent quelque peu.

C'est ainsi que Julien Netter analyse non pas la culture à l'école, mais la culture de l'école. À travers l'étude de situations d'apprentissages manifestement distinctes (origami et géographie par exemple), le chercheur essaye de reconstituer derrière le curriculum apparent, un curriculum invisible. Derrière la variété de la culture à l'école, l'unicité de la culture de l'école, si l'on veut bien nous pardonner la simplification.

Loin des caricatures qui ont été faites de la sociologie critique de la reproduction, ce parcours ethnographique dans une salle de classe permet de rendre aux processus de différenciations scolaires toute leur complexité. Une réflexion pointue et de qualité, dans la droite ligne des travaux d'Élisabeth Bautier, Jean-Yves Rochex et tout le groupe de recherche du laboratoire ESCOL.

PROFESSIONNALISME ENSEIGNANT ET POLITIQUES DE LA RESPONSABILISATION

Yves Dutercq et Christian Maroy (dir.), Deboeck supérieur, Louvain-la-Neuve, 2017



À l'heure où refait surface la question de l'évaluation des établissements, cet ouvrage collectif aborde une question éminemment complexe : celle de l'imputabilité des résultats des élèves aux enseignants. Plus précisément, à travers des exemples internationaux, diverses analyses tâchent de définir les effets des politiques de responsabilisation sur la professionnalisation des enseignants. Et, effectivement, le passage d'une évaluation en interne (entre pairs, au sein de l'établissement, etc.) à une évaluation externe : comité de gestions, directions, etc., est loin d'être sans ambivalence.

Tout d'abord, les auteurs constatent que la plupart des modes de responsabilisation s'en tiennent à une version douce de l'obligation de résultat. Autrement dit, les sanctions de l'action enseignante ne sont pas toujours directement contraignantes. Par ailleurs, l'intrusion des experts, et autres évaluateurs externes, peut désorganiser le travail enseignant, en proposant des solutions de remédiation inefficaces faute d'avoir été élaborées par les enseignants eux-mêmes.

On aura alors compris que l'intérêt de l'ouvrage n'est pas de régler une bonne fois pour toute la question de l'imputabilité de la réussite scolaire des élèves. Au contraire même, il ouvre le champ de la réflexion en précisant un certain nombre de notions et de concepts que l'on met en jeu sans jamais vraiment les nommer quand il est question d'évaluation des pratiques professionnelles.

HORIZONS PUBLICS, MAI/JUIN 2018, N° 3



Parce qu'il ne faut pas négliger les lectures qui nous permettent de replacer notre travail dans l'ensemble plus vaste de l'action publique et des transformations qui s'annoncent, un focus sur la revue *Horizons publics* nous a paru intéressant. De cette revue, en plus du format franchement pratique et d'une mise en page plutôt élégante (ça peut paraître accessoire, mais le diable se niche souvent dans les détails), on retiendra la rigueur journalistique, la volonté de croiser les approches disciplinaires, et la louable ambition de « redonner du sens aux valeurs républicaines et d'améliorer le service rendu aux usagers ». Car il est désormais fondamental de redonner confiance dans la vie publique.

Dans le numéro 3, de mai/juin 2018, comme en écho à l'édito de notre revue, on pourra se reporter au dossier consacré au dialogue social et, entre autres, à la façon dont la digitalisation peut le transformer. Ainsi, le développement de réseaux sociaux et de plateformes collaboratives dans le secteur public peut aboutir à une désintermédiation qui nécessitera la redéfinition du rôle des organisations syndicales et des instances paritaires. Autant de questions que l'on peut résumer ainsi : « de quelles façon les managers et les représentants des personnels peuvent donner du sens à une information à laquelle ils accèdent en même temps que les agents ? Quelle est la place des syndicats dans cette numérisation du dialogue ? » Une des pistes pour les organisations syndicales se trouve dans la production de nouveaux services. Car la démultiplication des possibilités pour tout un chacun est aussi une opportunité pour les syndicats. Ainsi, ce dossier qui croise deux objets que l'on appréhende généralement dans des sphères distinctes permet de rendre à une problématique ancienne l'éclat ravivé et novateur des couleurs d'un futur que l'on n'a pas fini d'imaginer.

HORIZONS PUBLICS, JUILLET/
AOÛT 2018, N° 4



Le numéro 4 de la même revue (juillet/août 2018) consacre son dossier thématique aux « invisibles de l'action publique », définis ici comme les « usagers qui décrochent ». Voilà un terme qui nous est familier, et qui est d'ailleurs développé dans l'un des articles qui traite du décrochage scolaire (Frédérique Weixler, IGEN). Il est intéressant de traiter de cette thématique du décrochage en la replaçant dans le cadre plus global de l'efficacité du service public. Car, de la lutte pour l'accès au droit à la lutte contre le décrochage scolaire, en passant par l'action des centres communaux pour l'accès aux prestations sociales, une même problématique défie la modernisation de l'action publique : comment dématérialiser le service public sans le désincarner, et comment faciliter les procédures sans faire reposer sur l'usager fragile l'entière responsabilité de son accès aux prestations publiques ? Les éclairages de Pierre Ronsanvallon sur ces « invisibles qu'on côtoie sans voir », ainsi que la lecture critique que le Défenseur des droits (Jacques Toubon) fait du programme « action publique 2022 » ne peuvent que nous encourager à maintenir la position prudente et pragmatique que le SNPDEN a adopté sur une question comme celle de la télé-inscription.

REVUE INTERNATIONALE
D'ÉDUCATION

Sèvres, n° 79, décembre 2018. *Figures de l'éducation dans le monde*



Le dernier numéro de la *Revue internationale d'éducation* pour l'année 2018 prend des allures de panthéon pédagogique. C'est ainsi qu'il est proposé de retrouver de grandes figures aux origines de notre civilisation (Confucius, Platon, Ibn Khaldun, Averroès, Freud, etc.) au miroir de grandes figures de la pédagogie contemporaine (Dewey, Grundtwig, Freire, Piaget, le panthéon républicain, etc.). Tous ces personnages, toutes ces traditions, sont à l'origine de nos modes de pensée, des notions clés qui fondent nos conceptions de l'éducation. En puisant à nouveau aux sources antiques et modernes, ce dossier thématique entend réarmer le lecteur pour lui permettre de répondre à la seule question qui vaille quand doit être débattu tout projet éducatif : « de quel homme, de quelle société avons-nous besoin ? ». La réponse n'appartient pas plus à Confucius qu'à Condorcet, elle ne peut faire que l'objet d'un patient travail de recombinaison du lecteur ou de tout acteur de l'éducation, auquel incombe la responsabilité, juché sur les épaules de ces anciens géants de « préfigurer le devenir de l'éducation dans une société sujette aux dérives ».

Nos peines

Nous avons appris, avec
peine, le décès de :

Michel Depriester,
principal honoraire
du collège de Seclin
(académie de Lille)

Henri Jouglet,
proviseur adjoint honoraire
du lycée Guy Mollet, Arras
(académie de Lille)

Didier Thiery,
principal honoraire
du collège Pablo Neruda,
Vitry en Artois
(académie de Lille)

Nous nous associons au
deuil de leurs familles.